Eau : enjeux, dynamiques et modÃ¨les de gestion

Un contexte structurel lourd, un secteur en redÃ©ploiement, une gestion en question. Quels dÃ©fis pour l'accÃ¨s Ã l'eau et quels modÃ¨les pour demain ? - En amont du Forum Mondial de l'Eau, PwC publie un rapport sur les dynamiques et les modÃ¨les de gestion de l'eau. Son objectif est de tirer les enseignements, de cerner les enjeux et de formuler des pistes sur les modÃ¨les de demain. H2o mars 2012.

Â
EAU : ENJEUX, DYNAMIQUES ET MODÃˆLE DE GESTION

Rapport de PwC en France, centre d'expertise mondial du rÃ©seau PwC sur l'Eau

Un contexte structurel lourd, un secteur en redÃ©ploiement, une gestion en question. Quels dÃ©fis pour l'accÃ¨s Ã l'eau et quels modÃ¨les pour demain ? - En amont du Forum Mondial de l'Eau, PwC publie un rapport sur les dynamiques et les modÃ¨les de gestion de l'eau. Son objectif est de tirer les enseignements, de cerner les enjeux et de formuler des pistes sur les modÃ¨les de demain.

PwC France

photos extraites du rapportH2o - mars 2012

Â

Les donnÃ©es structurelles relatives Ã l'eau, la dÃ©mographie et l'activitÃ© humaine en ont fait une ressource rare. Sa gestion devient un exercice difficile et complexe. Difficile, car il faut dÃ©sormais offrir un accÃ¨s Ã l'eau potable Ã 7 milliards d'habitants. Complexe, car dans ce contexte, les dÃ©fis de l'accÃ¨s Ã l'eau concernent les modÃ¨les de financement, la transparence des prix de l'eau, la continuitÃ© des dÃ©cisions politiques, l'innovation technologique, la gestion du savoir et la question de l'application du droit Ã l'eau. Dans un secteur en redÃ©ploiement et une montÃ©e en puissance des acteurs des pays Ã©mergents, le grand enjeu de l'eau reste celui de la capacitÃ© Ã trouver les ressources financiÃ¨res et des modÃ¨les efficaces de gestion permettantÂ des prises de risque Ã©quilibrÃ©es pour les opÃ©rateurs.Â

L'urbanisation et l'activitÃ© humaine dÃ©multiplient les besoins en prÃ©lÃ¨vement

5 000 km3 seront Ã prÃ©lever Ã l'horizon 2025, la barre des 4 000 km3 a Ã©tÃ© dÃ©passÃ©e en 2000.

L'eau est une ressource rare et abondante. Rare, car l'eau douce reprÃ©sente 2,75 % de la masse d'eau sur terre et 75%

de cette masse d'eau est situÃ©e dans les glaciers et les glaces. Abondante, car la terre compte plus de 1 400 millions de km3 d'eau dont 97,25 % dans les ocÃ©ans et les mers. La complexitÃ© de l'acheminement de l'eau nÃ©cessite un approvisionnement local, de sorte que les Ã©conomies des uns ne peuvent rÃ©pondre aux besoins des autres. L'utilisation de points d'eau reste faible dans de nombreux pays d'Afrique Ã l'inverse des territoires de l'hÃ©misphÃ¨re Nord, d'une majeure partie de l'AmÃ©rique du Sud et de l'Australie. Enfin, 50 % de la population mondiale utiliseraient une eau de qualitÃ© dangereuse ou incertaine tandis que 4 milliards d'habitants n'ont pas accÃ¨s Ã l'assainissement collectif et que 2,4 milliards n'ont aucun assainissement de base.

L'urbanisation et l'activitÃ© humaine accentuent la pression sur les besoins en eau. Les besoins de l'agriculture, de l'industrie et de l'usage domestique atteindront 5 000 km3 Ã l'horizon 2025. Les prÃ©lÃ¨vements mondiaux ont passÃ© la barre des 4000 km3 en 2000.

"L'eau est devenue un des grands enjeux contemporains en ce dÃ©but de troisiÃ¨me millÃ©naire. D'abord dans le cadre des Objectifs du millÃ©naire pour le dÃ©veloppement qui visent Ã rÃ©duire de moitiÃ© la proportion des Ãªtres humains qui n'ont p accÃ¨s Ã l'eau potable entre 2000 et 2015 avant d'envisager ultÃ©rieurement la couverture universelle. Ensuite, parce que l'Ã©poque de l'eau potable gratuite en quantitÃ© illimitÃ©e est rÃ©volue. La dÃ©mographie et l'activitÃ© humaine ont fait passe l'eau au cours des derniÃ¨res dÃ©cennies d'une situation d'abondance dans de nombreuses rÃ©gions du monde Ã un statut de ressource rare" souligne Thierry Raes, associÃ© en charge de l'activitÃ© dÃ©veloppement durable chez PwC.

Â

Â

Ã€ l'horizon 2025, les acteurs privÃ©s seront susceptibles d'assurer 21 % des besoins mondiaux en eau (+ 8 %), l'essentiel des besoins Ã©tant couvert par des opÃ©rateurs publics souvent caractÃ©risÃ©s par un manque structurel d'autonomie financiÃ¨re et une faible incitation Ã la performance. La filiÃ¨re privÃ©e a considÃ©rablement Ã©voluÃ© ces derniÃ¨res annÃ©e les grandes compagnies, Suez, Veolia, Saur, RWE et Agbar ont vu leurs parts de marchÃ© chuter de 42 % entre 2001 et 2011, tandis que les acteurs privÃ©s des pays Ã©mergents ont gagnÃ© du terrain. Ils couvrent 40 % de la population de ces pays. Face Ã cette situation, les acteurs traditionnels adoptent des stratÃ©gies diffÃ©rentes : Veolia est en quÃªte d'un rÃ©Ã©quilibrage entre croissance et rentabilitÃ© au travers d'une grande sÃ©lectivitÃ© de ses investissements ; Suez poursuit une stratÃ©gie de faible risque et de faible exposition de son capital ; RWE se concentre dÃ©sormais sur le marchÃ© europÃ©en.

ParallÃ¨lement, de petits opÃ©rateurs privÃ©s formels ou informels rÃ©pondent Ã une demande des populations en zones pÃ©riurbaine et rurale non desservies par les opÃ©rateurs traditionnels.

PwC identifie six dÃ©fis pour un accÃ¨s Ã l'eau pour tous

- Le financement : il y a une impÃ©rieuse nÃ©cessitÃ© d'identifier des financements innovants, d'accroÃ®tre les financements

publics et les aides internationales pour satisfaire les besoins des populations car ils seront seuls susceptibles d'assurer un vÃ©ritable dÃ©veloppement durable du secteur.

- La transparence : la mise en place de mÃ©canismes de contrÃ´le, afin de se prÃ©munir de la corruption, et une information sur le prix et la qualitÃ© de l'eau sont nÃ©cessaires pourÂ assurer une bonne gestion du secteur et protÃ©ger les consommateurs.

- La continuitÃ© des dÃ©cisions politiques : une bonne gouvernance implique une vision inscrite dans le temps et l'espace, notamment en termes de financement et d'investissement,Â pour voir aboutir des projets de long terme.

- L'innovation technologique : c'est un domaine qui peut puissamment contribuer Ã l'amÃ©lioration de l'accÃ¨s Ã l'eau, notamment avec deux technologies, la rÃ©utilisation des eaux usÃ©es et le dessalement, qui offrent un potentiel intÃ©ressant Ã exploiter.

- La gestion du savoir : d'innombrables expÃ©riences ont Ã©tÃ© menÃ©es dans le domaine de l'eau mais l'information reste encore fragmentÃ©e. Les nouvelles technologies sont une vÃ©ritable opportunitÃ© d'agir dans ce domaine pour consolider ce savoir et le rendre accessible Ã un grand nombre.Â

- Le droit Ã l'eau : aprÃ¨s avoir Ã©tÃ© reconnu au niveau des Nations Unies, il faut dÃ©sormaisÂ Â rÃ©aliser sa transposition juridique et sa mise en œuvre au niveau de chaque Ã‰tat.

Â
Quel financement et quels modÃ¨les pour demain ?

En matiÃ¨re de financement, un Ã©quilibre doit Ãªtre trouvÃ© entre les trois sources de financement que sont les 3T (tarif, taxes, transfert),Â Ã savoir le prix de l'eau, les impÃ´ts et les aides publiques au dÃ©veloppement.

- Pour l'essentiel des pays matures, les prix et les impÃ´ts assurent le financement de l'eau. Pour les consommateurs les plus dÃ©munis rÃ©sidant dans ces pays, des mÃ©canismes de prise en charge restent Ã identifier pour livrer un volume minimum d'eau, Ã titre gratuit.

- Concernant les pays intermÃ©diaires (Europe centrale et orientale, Europe du Sud) : les aides publiques dÃ©diÃ©es au dÃ©veloppement des infrastructures contribuent significativement au financement des investissements dans l'eau sous forme de fonds europÃ©ens, comme les fonds de cohÃ©sion et les fonds structurels. Le prix de l'eau sera nÃ©anmoins, Ã terme, une composante de plus en plus importante du financement du secteur de l'eau et de l'assainissement dans l'ensemble de ces pays.

- Concernant les pays en dÃ©veloppement : l'enjeu de l'accÃ¨s Ã l'eau est crucial et les ressources que sont "le prix" et "les impÃ´ts" resteront insuffisantes. L'augmentation de l'aide publique internationale sera un passage obligatoire. Elle pourrait aussi Ãªtre accompagnÃ©e de la mise en œuvre de mÃ©canismes originaux comme, par exemple, la tarification spÃ©cifique du prix de l'eau, au minimum au prix coÃ»tant, pour l'industrie hÃ´telliÃ¨re dans les pays touristiques. Une contribution des pays riches destinÃ©e Ã financer les infrastructures des pays les plus pauvres devrait Ã©galement Ãªtre Ã©tudiÃ©e. Ainsi des mÃ©canismes innovants, comme le prÃ©lÃ¨vement d'une redevance sur les mÃ¨tres cubes consommÃ©s dans les pays riches qui serait destinÃ©e Ã contribuer au financement des infrastructures des pays pauvres, constitueraient un levier financier important tout en ayant un impact faible sur les mÃ©nages et les industries des pays dÃ©veloppÃ©s.

"Le dÃ©veloppement durable dans le secteur de l'eau passe par des investissements considÃ©rables, dans l'assainissement mais aussi dans le pluvial, la prÃ©vention des inondations et les rÃ©servoirs que sont les barrages, petits ou grands, partout oÃ¹ il est nÃ©cessaire de stocker l'eau. Ce sont plusieurs milliers de milliards d'euros qui sont en cause sur une longue pÃ©riode" prÃ©cise Thierry Raes.

"La question de la performance technique et de l'efficacitÃ© managÃ©riale sont Ã©galement centrales pour l'avenir de la

filiÃ¨re Eau. C'est dans cette perspective qu'il serait souhaitable de poser, selon nous, la question du modÃ¨le de gestion public / privÃ©. Lintervention du secteur privÃ© pourrait Ãªtre envisagÃ©e afin de permettre un meilleur accÃ¨s Ã l'eau potable et Ã l'assainissement via une approche progressive de la prise de risque des opÃ©rateurs ainsi qu'une tarification des services transparente et Ã©quilibrÃ©e" conclut Guy Leclerc, directeur PwC spÃ©cialiste du marchÃ© de l'eau.Â .
Â

Â

Â ResSources

Eau : enjeux, dynamiques et modÃ¨les de gestion

Rapport de PwC en France, centre d'expertise mondial du rÃ©seau PwC sur l'eau

Guy Leclerc, Benjamin Cros, Camille Rojot, Julie Koskas, Jocelyne Ndombo, Thierry Raes.

84 pages, en franÃ§ais, tÃ©lÃ©chargeable sur le site de PwC.

PwC FranceÂ